



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

États-Unis

Question au Gouvernement n° 572

Texte de la question

RELATIONS TRANSATLANTIQUES

M. le président. La parole est à M. Axel Poniatowski, pour le groupe UMP.

M. Axel Poniatowski. Monsieur le ministre des affaires étrangères, la guerre en Irak se termine et la difficile période de reconstruction commence, avec les incertitudes prévisibles et annoncées. La classe politique française a, dans sa très grande majorité, soutenu la position du Président de la République et du Gouvernement dans leur opposition à la guerre. Nous n'avons en effet jamais partagé les vrais motifs des Américains.

Pour autant, certains d'entre nous ont estimé qu'au bout du compte et bien que nous n'ayons pu convaincre nos alliés d'outre-Atlantique, il ne fallait pas se tromper d'ennemi. C'est ainsi que, pour ma part, j'ai regretté le recours à la menace d'utilisation du veto. Nos alliés historiques restent les Etats-Unis et la Grande-Bretagne tout autant que l'Allemagne, dans le cadre de l'Alliance atlantique à laquelle nous restons attachés. Or, qu'on le veuille ou non, cette crise a creusé le fossé transatlantique et partagé l'Europe. S'il est absurde de craindre, comme certains, d'éventuelles conséquences économiques, qui ne se produiront pas, il peut en aller tout autrement en ce qui concerne la détérioration des relations politiques entre les deux pays et ses conséquences néfastes.

Pouvez-vous me dire, monsieur le ministre, ce que le Gouvernement a entrepris et ce qu'il compte entreprendre pour rétablir cette relation transatlantique constructive si utile à nos intérêts communs ?

Par ailleurs, à l'occasion de cette crise, d'une part, et des conclusions à venir de la Convention européenne, d'autre part, le temps n'est-il pas venu de définir avec nos principaux partenaires européens les intérêts stratégiques de l'Europe en matière de politique étrangère et de défense afin qu'au-delà d'une zone de libre échange, l'Europe puisse aussi devenir la grande puissance politique souhaitée et attendue, partageant avec les Etats-Unis les mêmes valeurs fondamentales de liberté et de démocratie ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, la France est guidée par ses valeurs, par ses convictions, par ses principes. Elle veut s'engager résolument, avec tous ses partenaires, vers l'avenir, en travaillant dans le cadre des Nations unies, et cela pour l'unité de la communauté internationale. C'est dire que la politique de la France, c'est à la fois des valeurs et une main tendue pour travailler et avancer ensemble.

L'Europe et les Etats-Unis ont naturellement une responsabilité particulière. C'est pourquoi nous voulons consolider le partenariat transatlantique en tirant parti de ce qui nous unit et de nos complémentarités et en

retrouvant l'esprit même de notre relation : le respect mutuel, l'égalité et la concertation permanente.

Ce partenariat pourra trouver toute son efficacité dans l'action, à la faveur d'une approche collective et globale, tout particulièrement dans les crises, qu'il s'agisse d'assurer, au Moyen-Orient, la stabilité ainsi que la paix en Irak, ou de relancer, au Proche-Orient, la dynamique du processus de paix.

Il faut aussi combattre ensemble les grands fléaux de notre temps, le terrorisme et la prolifération, qui sont les deux principales menaces qui pèsent sur notre sécurité.

Ce partenariat sera d'autant plus solide qu'il s'appuiera sur une Europe forte. Telle est bien notre priorité à travers le renforcement de nos institutions - et c'est dire à quel point nous appuyons les propositions avancées par le président Giscard d'Estaing dans le cadre de la Convention européenne - comme à travers l'affirmation d'une défense européenne crédible. A cet égard, le sommet à quatre d'hier marque une étape et traduit notre volonté d'aller de l'avant dans un esprit de transparence, d'ouverture à tous nos partenaires européens et de complémentarité avec nos partenaires de l'Alliance atlantique, dans l'esprit même du sommet de Saint-Malo, dont les conclusions ont été confirmées par les Quinze lors du Conseil européen de Cologne.

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur divers bancs du groupe Union pour la démocratie française.)

Données clés

Auteur : [M. Axel Poniatowski](#)

Circonscription : Val-d'Oise (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 572

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mai 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er mai 2003